

ANNEXE 1

Arrêtés et avis d'ouverture d'enquête

COMMUNE DE BELMONT-TRAMONET
DEPARTEMENT de la SAVOIE

N° 01-08/2023

ARRETE
PORTANT MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Nicolas VERGUET, Maire de Belmont-Tramonet.

Le maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-20 et R153-21, L153-36 et suivants, L.153-45 à L153-48 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet approuvé par délibération du conseil municipal en date du 19 juillet 2018, puis modifié par délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2023 ;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification du PLU pour la raison suivante :

Reclasser une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

CONSIDERANT que le projet de modification n'est pas de nature à :

- être incompatible avec le Programme d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ;
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle ou forestière ;
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser dite fermée (2AU) qui, dans les 6 ans de sa création n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

CONSIDERANT que les évolutions envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification de droit commun du PLU.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Une procédure de modification n°2 du PLU est engagée en application des dispositions de l'article L153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le projet de modification portera sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

ARTICLE 3 : Le projet sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA), mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, pour avis, avant toute enquête publique et mise à disposition au public du dossier de modification.

ARTICLE 4 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R.153.20 et R.153.22 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Des copies du présent arrêté seront adressées :

- au Préfet ;
- au Directeur départemental des territoires de Savoie.

Fait à Belmont-Tramonet, le 31 août 2023

Le Maire
Nicolas VERGUET



DEPARTEMENT de la SAVOIE
Commune de BELMONT-TRAMONET

N° 01-12/2023

**Arrêté ordonnant l'ouverture d'une enquête publique
sur le projet de modification n° 2 du PLAN LOCAL D'URBANISME
de la commune de BELMONT-TRAMONET**

Le maire de la commune de Belmont-Tramonet,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-41 et suivants ;
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants ;
Vu la loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée par la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet approuvé par délibération du conseil municipal en date du 19 juillet 2018, puis modifié par délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2023 ;
Vu la notification du projet aux personnes intéressées ;
Vu l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif de Grenoble en date du 6 décembre 2023, désignant Monsieur Daniel JULLIAN en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Luc DECOURRIERE en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Il sera procédé à une enquête publique sur la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, pour le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30 jours, **du vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus.**

Article 2 : Monsieur Daniel JULLIAN, domicilié 15 chemin des Combles à Brison Saint Innocent (Savoie) a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le président du tribunal administratif. Monsieur Luc DECOURRIERE, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Article 3 : Les pièces du PLU modifié seront tenues en mairie de Belmont-Tramonet à la disposition des intéressés pendant toute cette période, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, à savoir :

- lundi après-midi de 13h 30 à 17 h
- mardi et mercredi matin de 8h à 12h
- jeudi de 16h à 19h
-

Elles seront également consultables sur le site internet de la commune www.belmont-tramonet.fr

Article 4 : Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert par le maire de Belmont-Tramonet et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser :

- par écrit en mairie de Belmont-Tramonet (680 route du Village) au commissaire enquêteur, celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.
- Par voie électronique à l'adresse suivante : urbanisme@belmont-tramonet.fr

Article 5 : Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les déclarations des intéressés les :

- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h
- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h
- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

Article 6 : Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : *Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle*.

15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le même avis et le présent arrêté sera affiché au panneau d'affichage officiel de la mairie de Belmont-Tramonet et sur le site internet de la commune www.belmont-tramonet.fr

L'accomplissement de ces mesures de publicité feront l'objet d'un certificat en mairie.

Article 7 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Article 8 : Des copies du présent arrêté seront adressées au :

- Préfet du département de la Savoie,
- Président du Tribunal administratif de Grenoble,
- Commissaire enquêteur.

Fait à Belmont-Tramonet, le 26 décembre 2023

Le maire
Nicolas VERGUET



DELIBERATION N° 05/2024	NOMBRE DE CONSEILLERS	
	En exercice	Votant
du CONSEIL MUNICIPAL de la COMMUNE de BELMONT-TRAMONET	15	12
	Pour	12
	Contre	
	Abstention	
	Date convocation :	15/02/2024

Séance du jeudi 22 février 2024

L'an deux mille vingt quatre et le jeudi vingt deux du mois de février à dix neuf heures trente minutes, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur VERGUET Nicolas.

Présent(e)s : Mmes. BOURBON, ELYSEE, GIRIN, GUILLOT, HUART et VALLIN - MM. VERGUET, PIONCHON, PERROT-MINNOT, MARTIN, GROS et CHAUVIN

Absent(e)s excusé(e)s : Mme. GRAMELLE, MM. REY et BARBE

Secrétaire de séance : Mme. GUILLOT

Objet : absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre du projet de modification n° 2 du PLU

Monsieur le Maire, expose que dans le cadre du projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme initié par arrêté du Maire en date du 31 août 2023, un dossier d'examen au cas par cas, réalisé par la personne publique responsable en application des articles R 104-33 à R 104-37 du code de l'urbanisme, a été déposé auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour confirmer l'absence de nécessité de réaliser une étude environnementale.

Pour rappel, cette modification a pour objet le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

La MRAe a notifié à la commune un avis sur le dossier qui suit :

« La modification n° 2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Belmont-Tramonet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale ».

Conformément aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du PLU de Belmont-Tramonet (73) de prendre la décision à ce sujet et d'en assumer la publication.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

- Acte, suite à l'avis de la MRAe, l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale, après examen au cas par cas, dans le cadre de la modification n° 2 du PLU.
- Charge le Maire de prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre du projet de modification n° 2 du PLU, dans le cadre de l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.
- Autorise le Maire à signer tout document s'y afférant.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que ci-dessus.

Pour copie conforme

Au registre sont les signatures

Le Maire,
Nicolas VERGUET

La Secrétaire de Séance
Evelyne GUILLOT



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Grenoble, le 07/12/2023

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

2 Place de Verdun
BP 1135

38022 Grenoble Cedex
Téléphone : 04.76.42.90.00
Télécopie : 04.76.51.89.44

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h00

E23000197 / 38

Monsieur le maire
BELMONT TRAMONET
MAIRIE

680 Route du Village
73330 BELMONT TRAMONET

Dossier n° : E23000197 / 38
(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION

Objet : Enquête publique relative au projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet (Savoie)

Monsieur le maire,


J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve - dirigeant d'entreprise, demeurant 15 chemin des Combles, BRISON SAINT INNOCENT (73100) (tel : 04 79 61 14 48 ; portable : 06 19 95 09 66) en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Luc DECOURRIERE (tel : 06.81.26.17.29) en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Je vous rappelle qu'en application de l'article R.123-13 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

06/12/2023

N° E23000197 /38

le président du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 06/12/2023

CODE : 1

Vu enregistrée le 27/11/2023, la lettre par laquelle Monsieur le maire de BELMONT TRAMONET demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Enquête publique relative au projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet (Savoie) ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Daniel JULLIAN est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Luc DECOURRIERE est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le maire de BELMONT TRAMONET, à Monsieur Daniel JULLIAN et à Monsieur Luc DECOURRIERE.

Fait à Grenoble, le 06/12/2023

Le président,

Jean-Paul WYSS

ANNEXE 2

Publicité dans les journaux, affiche et certificats d'affichage



Commune / C.C.A.S.

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

**ARRETE 01-08/2023 –
portant sur la modification n° 2
au Plan Local d’Urbanisme de Belmont-Tramonet**

Je soussigné, Nicolas VERGUET, Maire de la commune de Belmont-Tramonet, certifie

avoir réalisé ce jour :

- l’affichage au panneau extérieur de la mairie de l’arrêté n° 01-08/2023 portant modification n° 2 du PLU de la commune de BELMONT-TRAMONET
- la publication de l’arrêté n° 01-08/2023 sur son site internet www.belmont-tramonet.fr
- la publication auprès du journal Dauphiné Libéré d’une annonce légale mentionnant cette publicité d’affichage.

Fait à Belmont-Tramonet, le 4 septembre 2023

Le Maire,
Nicolas VERGUET



MAIRIE

680, Route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET
Tél. 04 76 32 80 00

Courriel : mairie@belmont-tramonet.fr
Site Internet : www.belmont-tramonet.fr



Commune / C.C.A.S.

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

**ARRETE 01-12/2023 –
ordonnant l’ouverture d’une enquête publique
pour la modification n° 2
du Plan Local d’Urbanisme de Belmont-Tramonet**

Je soussigné, Nicolas VERGUET, Maire de la commune de Belmont-Tramonet, certifie

- avoir réalisé l’affichage au panneau extérieur de la mairie de l’arrêté n° 01-12/2023 ordonnant l’ouverture de l’enquête publique n° 2 du PLU de la commune de BELMONT-TRAMONET,
- et avoir publié ce même jour l’arrêté n° 01-12/2023 sur son site internet www.belmont-tramonet.fr

Fait à Belmont-Tramonet, le 27 décembre 2023
Le Maire,
Nicolas VERGUET



MAIRIE

680, Route du Village

73330 BELMONT-TRAMONET

Tél. 04 76 32 80 00

Courriel : mairie@belmont-tramonet.fr

Site Internet : www.belmont-tramonet.fr



Commune / C.C.A.S.

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

ENQUETE PUBLIQUE MODIFICATION N°2 au Plan LOCAL D’URBANISME DE LA COMMUNE DE BELMONT-TRAMONET

Je soussigné, Nicolas VERGUET, Maire de la commune de Belmont-Tramonet, certifie avoir réalisé les affichages de l’avis d’enquête publique sur la commune de BELMONT-TRAMONET, à compter du 15 janvier 2024, pour la durée de l’enquête publique, aux lieux prévus à cet effet soit le panneau d’affichage extérieur de la mairie et son site internet.

L’arrêté portant enquête publique a également été affiché sur les supports précités.

Les avis ont été transmis aux journaux d’annonces légales « La Vie Nouvelle et Dauphiné Libéré 73 » pour une première parution 15 jours avant le début de l’enquête et une deuxième publication sur les 8 premiers jours de l’enquête publique qui aura lieu pendant 30 jours du 2 février au 2 mars 2024.

Fait à Belmont-Tramonet, le 15 janvier 2024
Le Maire,
Nicolas VERGUET



MAIRIE

680, Route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET
Tél. 04 76 32 80 00

Courriel : mairie@belmont-tramonet.fr
Site Internet : www.belmont-tramonet.fr

Avis d'enquête publique modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 01 – 08/2023 du 31 août 2023, le maire a engagé la procédure de modification n° 02 au PLU.

Par arrêté n° 01 – 12/2023 du 26 décembre 2023, il a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, portant sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

PERIODE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30 jours, **du vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus**, aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après :

- Lundi de 13 heures 30 à 17 heures
- Mardi et Mercredi de 8 heures à 12 heures
- Jeudi de 16 heures à 19 heures

CONSULTATION DU DOSSIER :

Durant la période de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra se rendre à la mairie précitée, aux jours et heures d'ouverture, prendre connaissance du dossier et consigner ses observations éventuelles sur le registre d'enquête, soit les adresser au commissaire enquêteur, par courrier à la mairie - 680 route du village 73330 Belmont-Tramonet ou par courriel à l'adresse suivante : urbanisme@belmont-tramonet.fr

Elle pourra également consulter le projet de modification n° 02 au PLU sur le site internet communal : www.belmont-tramonet.fr

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve- dirigeant d'entreprise, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble. Il se tiendra à la disposition du public, en mairie, aux dates et horaires suivants :

- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h
- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h
- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

AUTRES DISPOSITIONS :

Le présent avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : *Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle*.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la commune.



COMMUNE DE VIVIERS DU LAC

Avis d'Appel Public à la Concurrence

Travaux

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Commune de Viviers du Lac (73)
Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 21730328800013
Code postal / Ville : 73420 Viviers du Lac
Groupeement de commandes : Non
Section 2 : Communication
Moyens d'accès aux documents de la consultation
Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
Identifiant interne de la consultation : Aménagement chemin du Nèple
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non
Nom du contact : FIGINI Lionel - Tél: +33 479617482 - Mail: sg.mairie@viviersdulac.fr
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Se référer au règlement de consultation
Capacité économique et financière : Se référer au règlement de consultation
Capacités techniques et professionnelles : Se référer au règlement de consultation
Technique d'achat : Sans objet
Date et heure limite de réception des plis :
Vendredi 02 février 2024 - 12:00
Présentation des offres par catalogue électronique : Exigée
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Non
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : Aménagement chemin du Nèple
Classification CPV : 45112500
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Création de la voirie, du trottoir, du réseau d'éclairage public, ...
Lieu principal d'exécution : Viviers du lac
Durée du marché (en mois) : 2
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché allé : Non
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : Non
Date d'envoi du présent avis :
09 janvier 2024
386598600

Délégations de services



COMMUNE DE LA LÉCHÈRE

Avis de concession

Convention de délégation de service public pour l'exploitation du gîte communal de La Lauzière

I) POUVOIR ADJUDICATEUR
Nom officiel : Commune de La Léchère
Adresse postale : 82 Rue des Jeux Olympiques
Ville : La Léchère
Code NUTS : FRK 27 SAVOIE
Code postal : 73260
Pays : France
Téléphone : 04 79 22 52 44
Profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
II) PROCEDURE
Consultation organisée conformément aux articles R.3121-5 et R.3126-1 du Code de la Commande Publique relatifs aux contrats de concession inférieurs au seuil européen (5 350 000€ HT).
Les candidats sont informés du caractère « ouvert » de la procédure (remise en même temps des éléments de candidature et d'offre).
III) COMMUNICATION
L'ensemble des échanges entre la commune et les candidats se feront via le profil acheteur de la Commune (accès aux documents de la consultation, questions, convocations, négociations, ...) à l'adresse suivante :
<https://www.marches-securises.fr>
IV) OBJET DE LA CONCESSION
Intitulé :

Délégation de service public pour l'exploitation du gîte communal de La Lauzière à La Léchère dans le cadre d'une convention de délégation de service public de type affermage, aux risques et périls du délégataire, conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales et au cahier des charges de la consultation.
Code CPV principal :
55220000 - Services d'hôtellerie, de restauration et de commerce au détail
55200000-2 - Campings et autres hébergements non hôtelier
Durée de la concession : Entre 5 et 7 ans
VI) CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES
Se référer au règlement de la consultation
VII) CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET D'ATTRIBUTION
Se référer au règlement de la consultation
VIII) INSTANSE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS
Tribunal administratif de Grenoble
2, Place de Verdun
38000 GRENOBLE
France
Téléphone : 04 76 42 90 00
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr
Fax : 04 76 42 22 69 ou 04 76 51 89 44

386167000



MAIRIE DE VALLOIRE

Avis de concession

M. JEAN-PIERRE ROUGEUX - MAIRE
Mairie
73450 VALLOIRE
Tél : 04 79 59 03 11
SIRET 21730306400018
Référence acheteur : IM 2024
Objet : DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DU BAR - RESTAURANT D'ALTITUDE DE THYMEL
AVIS DE CONCESSION - APPEL PUBLIC A CANDIDATURES
La Commune de Valloire (160 Kms de pistes, 30 remontées mécaniques, liaison avec Valmeinier - Domaine Galibier Thabor), est propriétaire du bar-restaurant d'altitude « de Thymel » situé à l'arrivée de la télécabine de la Sétaz.
Cet équipement possède, outre une partie self-service, une salle avec « service à la table ». La Commune entend confier la gestion et l'exploitation de cet équipement à un partenaire professionnel au moyen d'une convention de délégation de service public aux risques et périls du gestionnaire.
Procédure : Concession
Remise des candidatures : 19/02/24 à 12h00 au plus tard.
Envoi à la publication le : 09/01/2024
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <http://www.marches-publics.info>

386308600

AVIS

Plan local d'urbanisme



COMMUNE DE BELMONT-TRAMONET (SAVOIE)

Avis d'enquête publique modification n°02 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 01 - 08/2023 du 31 août 2023, le maire a engagé la procédure de modification n° 02 au PLU.
Par arrêté n° 01 - 12/2023 du 26 décembre 2023, il a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, portant sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.
PÉRIODE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE
En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30 jours, du vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus, aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après :
- Lundi de 13 heures 30 à 17 heures
- Mardi et Mercredi de 8 heures à 12 heures
- Jeudi de 16 heures à 19 heures
CONSULTATION DU DOSSIER :
Durant la période de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra se rendre à la mairie précitée, aux jours et heures d'ouverture, prendre connaissance du dossier et consigner ses observations éventuelles sur le registre d'enquête, soit les adresser au commissaire enquêteur, par courrier à la

mairie - 680 route du village 73330 Belmont-Tramonet ou par courriel à l'adresse suivante : urbanisme@belmont-tramonet.fr
Elle pourra également consulter le projet de modification n° 02 au PLU sur le site internet communal : www.belmont-tramonet.fr

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve- dirigeant d'entreprise, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble. Il se tiendra à la disposition du public, en mairie, aux dates et horaires suivants :
- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h
- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h
- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

AUTRES DISPOSITIONS :

Le présent avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la commune.

385438100



Marchés publics

Agir en proximité avec les acheteurs publics et privés

Publication
des procédures

Plateforme
de dématérialisation

Votre contact
Novia TRUCHOT
06 07 01 96 35

ledauphine.
marchespublics-eurolegales.com



MAIRIE DE CHAMPAGNY EN VANOISE

Avis de marché

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Mairie de Champagny en Vanoise
Type de Numéro national d'identification :
SIRET N° National d'identification : 21730071400011
Code Postal : 73350

Ville : Champagny en Vanoise

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication Moyen d'accès aux documents de la consultation :

Lien vers le profil d'acheteur :

<https://www.e-marchespublics.com/appele-offre/984541>

Identifiant interne de la consultation : 2024-MOE-0001

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le

profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément

disponibles : Non

Contact : RUFFIER LANCHE René

email : contact@mairie-champagny.fr

Tél : +33 479550390

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Condition de participation : Aptitude à exercer l'activité

professionnelle - conditions / moyens de preuve :

- L'équipe doit comprendre au moins un architecte diplômé

DPLG ou HMONP Capacité économique et financière -

conditions / moyens de preuve :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat

et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des

trois dernières années

- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois

dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.

Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à

défaut, par une déclaration du candidat Technique d'achat : Sans

objet

Date et heure limites de réception des plis : 25 Mars 2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation (Attribution sur la base

de l'offre initiale) : Non

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Critères d'attribution :

1-Prix des prestations : 40,00%

2-Valeur technique 60,00%

2.1- Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre - Moyens

humains et matériels affectés à l'opération 20,00%

2.2- Prise en compte, mode d'approche et compréhension des

éléments du programme dans la note méthodologique :

notamment sur les points fonctionnels, énergétiques et en

aménagement intérieur de ce type de locaux. 30,00%

2.3- Description de la méthodologie réalisée pour la phase DIAG

afin d'établir l'état des lieux et définir des préconisations en étude

de faisabilité. 10,00%

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Maîtrise d'œuvre pour la rénovation du

presbytère et de ses logements

CPV - Objet principal : 71240000.

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La commune de

Champagny en Vanoise souhaite mettre en valeur et conserver

son patrimoine.

Par ailleurs, elle souhaite proposer plus de logements à ses

saisonniers ainsi qu'aux travailleurs saisonniers de ses

partenaires. C'est pourquoi elle souhaite engager des travaux de

réhabilitation de l'ensemble du bâtiment du presbytère.

L'objectif est de réaliser 7 logements dans ce bâtiment.

Lieu principal d'exécution du marché : Villard Dessous 73350

CHAMPAGNY EN VANOISE

Durée du marché (en mois) : 24

Valeur estimée hors taxes du besoin : 950000 Euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du

marché : Non

Marché alloti : Non

Mots descripteurs : Maîtrise d'œuvre.

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détails sur la visite :

Les conditions de visites sont les suivantes : La prise de

rendez-vous sera à faire au minimum 48h avant la visite à

l'adresse mail suivante :

contact@mairie-champagny.fr

Date d'envoi du présent avis : 31 Janvier 2024

390170700

AVIS

Enquêtes publiques



SOCIÉTÉ UGI'RING COMMUNE DE LA LECHERE

Avis d'enquête publique environnementale

Par arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, n°ICPE-2024-007, une enquête publique environnementale est ouverte du **lundi 5 février 2024 au dimanche 17 mars 2024 inclus**, sur les demandes présentées par la société UGI'RING, dont le siège social est situé : site d'Ugitech SA, avenue Paul Girod, 73400 Ugine, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un site de valorisation de coproduits industriels, pour la production de ferro-alliages sur la commune de La Léchère au lieu-dit « Chateau-Feuillet » ainsi que l'instauration de servitudes d'utilité publique autour dudit site industriel.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de La Léchère (73260) site 92 rue des Jeux Olympiques.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier comportant notamment une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale (AE), la réponse de la société UGI'RING à l'avis de l'AE, le projet de servitudes d'utilité publique autour du site, est mis à disposition du public pour que chacun puisse en prendre connaissance :

- **en version papier** en mairie de La Léchère, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie (du lundi au vendredi : 9h00 - 12h00 et 13h30 - 17h00),

- **en version papier et sur un poste informatique** auprès du service « guichet unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement » de la préfecture de la Savoie, situé dans les locaux de l'Unité interdépartementale des deux Savoies de la DREAL, 430 rue Belle Eau, 73000 Chambéry, sur rendez-vous après contact auprès du service à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr,

- **sur le site internet** des services de l'Etat en Savoie à l'adresse suivante : <https://www.savoie.gouv.fr> rubrique les Actions de l'Etat/Paysages, environnement, risques naturels et technologiques/Environnement/Installations classées pour la protection de l'Environnement/autorisation environnementale

unique.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut consulter et

consigner ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête en format papier à la mairie de La

Léchère, aux jours et heures d'ouverture au public

sus-mentionnés,

- par courrier/voie postale à l'attention du commissaire enquêteur

à la mairie de La Léchère. Celles-ci seront annexées au registre

papier de l'enquête publique dans les meilleurs délais.

- par courrier électronique à l'adresse suivante :

pref-icpe@savoie.gouv.fr

Il est précisé que les courriels seront publiés sur le site internet

des services de l'Etat dans le département de la Savoie à

l'emplacement sus-mentionnés correspondant au dossier numérique UGI'RING. Les pièces jointes annexées doivent avoir une capacité inférieure à 5 Mega-octets (Mo).

Madame Pacaline COUSIN, commissaire enquêteur et/ou Monsieur Jean-Pierre COENDOZ, commissaire enquêteur suppléant, recevra le public en mairie de La Léchère les jours suivants :

- lundi 5 février 2024 de 9h00 à 12h00

- vendredi 16 février 2024 de 9h00 à 12h00

- mardi 27 février 2024 9h00 à 12h00

- lundi 4 mars 2024 de 9h00 à 12h00

- vendredi 15 mars 2024 de 14h00 à 17h00

Une réunion publique relative au projet de servitudes d'utilité publique sera organisée par le commissaire enquêteur le lundi 12 février 2024, de 18h00 à 20h00 à l'auditorium situé 29 allée du village 92 - 73280 La Léchère.

L'accès à la mairie de La Léchère, la consultation du dossier et du registre d'enquête ainsi que l'accueil du public par le commissaire enquêteur se font dans le respect des règles sanitaires en vigueur à la mairie de La Léchère.

Toute information sur le projet peut être demandée auprès des responsables de ce dossier au sein de la société UGI'RING : Monsieur Frédéric BERNARD, directeur de la société UGI'RING, 175 rue de l'Industrie 73260 La Léchère, tel : 04 79 89 30 65.

Toute personne physique ou morale pourra prendre connaissance, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur qui sera tenu à disposition du public, au sein du service « guichet unique pour les installations classées pour la protection de

l'environnement » de la préfecture (pref-icpe@savoie.gouv.fr), en mairie de La Léchère et sur le site internet des services de l'Etat en Savoie, à l'adresse sus-mentionnée.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ainsi que ainsi que la décision relative à l'institution de servitudes d'utilité publique est le préfet de la Savoie.

Le présent avis est consultable sur le site Internet des services de l'Etat dans le département de la Savoie à l'adresse sus-mentionnée.

387581800

Plan local d'urbanisme



COMMUNE DE BELMONT-TRAMONET (SAVOIE)

Avis d'enquête publique modification n°02 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 01 - 08/2023 du 31 août 2023, le maire a engagé la procédure de modification n° 02 au PLU.

Par arrêté n° 01 - 12/2023 du 26 décembre 2023, il a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, portant sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUE) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

PERIODE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30

jours, du **vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus**,

aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après :

- Lundi de 13 heures 30 à 17 heures

- Mardi et Mercredi de 8 heures à 12 heures

- Jeudi de 16 heures à 19 heures

CONSULTATION DU DOSSIER :

Durant la période de l'enquête publique, toute personne

intéressée pourra se rendre à la mairie précitée, aux jours et

heures d'ouverture, prendre connaissance du dossier et

consigner ses observations éventuelles sur le registre d'enquête,

soit les adresser au commissaire enquêteur, par courrier à la

mairie - 680 route du village 73330 Belmont-Tramonet ou par

courriel à l'adresse suivante : urbanisme@belmont-tramonet.fr

Elle pourra également consulter le projet de modification n° 02

au PLU sur le site internet communal :

www.belmont-tramonet.fr

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve- dirigeant

d'entreprise, a été désigné commissaire enquêteur par le

Président du Tribunal Administratif de Grenoble. Il se tiendra à la

disposition du public, en mairie, aux dates et horaires suivants :

- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h

- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h

- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

AUTRES DISPOSITIONS :

Le présent avis d'enquête sera publié en caractères apparents

15 jours au moins avant le début de l'enquête et appelé de même

dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants :

Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis

à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le

commissaire enquêteur examinera les observations consignées

ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le

déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées

en précisant si elles sont favorables ou défavorables et

transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à

compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du

rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet

et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les

conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la

disposition du public à la mairie et sur le site internet de la

commune.

385438100



Marchés publics

Agir en proximité
pour les acheteurs
publics et privés

Publication des procédures
Plateforme de dématérialisation

Votre contact
Novia TRUCHOT 06 07 01 96 35



ledauphine.marchespublics-eurolegales.com

Forme du marché : Division en lots : oui

Lot N° 1 - Déploiement IRVE dans les parkings intérieurs

Lot N° 2 - Déploiement IRVE dans les parkings extérieurs

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 05/04/2024 à 15h00 au plus tard.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://agysoft.marches-publics.info>

Envoi à la publication le : 20/01/2024

AVIS ADMINISTRATIFS

L2024C02624



Commune de BELMONT-TRAMONET (Savoie)

Avis d'enquête publique modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 01 - 08/2023 du 31 août 2023, le maire a engagé la procédure de modification n° 02 au PLU.

Par arrêté n° 01 - 12/2023 du 26 décembre 2023, il a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, portant sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

PERIODE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30 jours, du **vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus**, aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après :

- Lundi de 13 heures 30 à 17 heures
- Mardi et Mercredi de 8 heures à 12 heures
- Jeudi de 16 heures à 19 heures

CONSULTATION DU DOSSIER :

Durant la période de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra se rendre à la mairie précitée, aux jours et heures d'ouverture, prendre connaissance du dossier et consigner ses observations éventuelles sur le registre d'enquête, soit les adresser au commissaire enquêteur, par courrier à la mairie - 680 route du village 73330 Belmont-Tramonet ou par courriel à l'adresse suivante :

urbanisme@belmont-tramonet.fr

Elle pourra également consulter le projet de modification n° 02 au PLU sur le site internet communal :

www.belmont-tramonet.fr

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve- dirigeant d'entreprise, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble. Il se tiendra à la disposition du public, en mairie, aux dates et horaires suivants :

- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h
- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h
- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

AUTRES DISPOSITIONS :

Le présent avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition

du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la commune.

L2024C02631



Avis d'attribution

Identification de l'organisme acheteur :

OPAC SAVOIE

M. Fabrice HAINAUT - Directeur général

9 rue Jean Girard-Madoux

73024 CHAMBERY CEDEX

Tél : 04 79 96 60 40

mél : correspondre@aws-france.com

web : <http://www.opac-savoie.fr>

SIRET 77645954700100

Objet : LA BRIDOIRE Les Bouleaux et les Marronniers - Réhabilitation de 30 logements locatifs - Marché de maîtrise d'oeuvre

Référence acheteur : 23056MOE01

Nature du marché : Services

Procédure adaptée

Classification CPV :

Principale : 71240000 - Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

Attribution du marché

Nombre d'offres reçues : 6

Date d'attribution : 13/12/23

Marché n° : 23.262

GROUPEMENT ECLORE/ADF/INDIGGO/OPTEAM, 367 Avenue du Grand

Ariétaz, 73024 CHAMBERY

Montant HT : 98 600,00 Euros

Envoi le : 10/01/24 à la publication

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur :

<http://www.opac-savoie.fr>

se rendre à la mairie précitée, aux jours et heures d'ouverture, prendre connaissance du dossier et consigner ses observations éventuelles sur le registre d'enquête, soit les adresser au commissaire enquêteur, par courrier à la mairie - 680 route du village 73330 Belmont-Tramonet ou par courriel à l'adresse suivante :

urbanisme@belmont-tramonet.fr

Elle pourra également consulter le projet de modification n° 02 au PLU sur le site internet communal :

www.belmont-tramonet.fr

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Monsieur Daniel JULLIAN, Colonel de réserve- dirigeant d'entreprise, a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Grenoble. Il se tiendra à la disposition du public, en mairie, aux dates et horaires suivants :

- vendredi 2 février 2024 de 14h à 17h

- lundi 12 février 2024 de 14h à 17h

- samedi 2 mars 2024 de 14h à 17h

AUTRES DISPOSITIONS :

Le présent avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : Dauphiné Libéré Savoie et La Vie Nouvelle.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête. Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la commune.

AVIS ADMINISTRATIFS

L2024C02623



Commune de BELMONT-TRAMONET (Savoie)

Avis d'enquête publique modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n° 01 - 08/2023 du 31 août 2023, le maire a engagé la procédure de modification n° 02 au PLU.

Par arrêté n° 01 - 12/2023 du 26 décembre 2023, il a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la modification n° 02 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belmont-Tramonet, portant sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A), conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

PÉRIODE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

En mairie de Belmont-Tramonet (Savoie) pour une durée de 30 jours, du **vendredi 2 février 2024 au samedi 2 mars 2024 inclus**, aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après :

- Lundi de 13 heures 30 à 17 heures

- Mardi et Mercredi de 8 heures à 12 heures

- Jeudi de 16 heures à 19 heures

CONSULTATION DU DOSSIER :

Durant la période de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra

ANNEXE 3

Courrier adressé à Monsieur le Commissaire Enquêteur



VOS RÉF. AVIS AU PUBLIC
NOS RÉF. TER-EP-2024-73039-CAS-192642-
W4G4Y1
INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-LYON-SCET-URBANISME
TÉLÉPHONE : 04.27.86.27.47
E-MAIL : rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

**Mairie de BELMONT-
TRAMONET**
680, Route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET

A l'attention de Mr Jullian
urbanisme@belmont-tramonet.fr

OBJET : EP – Modification N° 2 du PLU de la
commune de **Belmont-Tramonet**

Lyon, le 05/02/2024

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Nous vous adressons ce courrier concernant le résultat de notre étude sur la conformité réglementaire du PLU de **Belmont-Tramonet** au regard du passage des servitudes I4 sur le territoire communal.

Nous avons en effet observé un certain nombre d'incohérences que nous relatons dans notre courrier de réponse au projet arrêté adressé et à la Commune de Belmont-Tramonet et à la DDT de Savoie pour avis le 26/12/2024.

Le dossier mis à l'enquête publique dans le cadre de la Modification N°2 du PLU de la Commune n'intègre pas les recommandations et prescriptions suivantes que nous avons formulées :

- Déclassement selon une emprise de 40 mètres de « Haie à protéger » au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme sous les lignes aériennes 400kV N0 1 et N0 2 CREYS - GRANDE-ILE
- Intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité

Nous joignons à cette lettre d'observations l'avis de RTE sur le projet arrêté du PLU de la commune de Belmont-Tramonet qui complète dans le détail les éléments portés au présent courrier.



Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'assurance de notre considération distinguée.

Marie SEGALA

Chef du service

Concertation Environnement Tiers

Annexes : Avis de RTE sur le PLU arrêté

Copie : DDT de la Savoie ddt@savoie.gouv.fr

ANNEXE 4

Avis des personnes Publiques associées.



VOS RÉF. Votre mail du 18/12/2023
NOS RÉF. TER-ART-2023-73039-CAS-
191576-V5F7M0
INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-LYON-SCET-URBANISME
TÉLÉPHONE : 04.27.86.27.47
E-MAIL : rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

OBJET : PA – Modification N°2 du PLU de la
commune **Belmont-Tramonet**

**Mairie de BELMONT-
TRAMONET**
680, Route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET

A l'attention de Mme
Desmonceaux
mairie@belmont-tramonet.fr

Lyon, le 04/01/2024

Madame,

Nous accusons réception du dossier du projet de modification du **PLU de la commune de Belmont-Tramonet** arrêté par délibération en date du 31/08/2023 et transmis pour avis le 18/12/2023 par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Électricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 400 000 et 63 000 Volts :

Ligne aérienne 400kV N0 1 CREYS - GRANDE-ILE

Ligne aérienne 400kV N0 2 CREYS - GRANDE-ILE

Ligne aérienne 63kV N0 1 AOSTE-BRIDOIRE (LA)



Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, il convient d'insérer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que le tracé de nos ouvrages listés ci-dessus est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies :

<https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>

Vous pouvez télécharger les données en vous y connectant.

Pour information, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'Urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Après étude du plan de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus sont bien représentés.

1.2 La liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

**RTE
Groupe Maintenance Réseaux Dauphiné
73, rue du Progrès
38176 SEYSSINET-PARISSET CEDEX**

Nous constatons que ces éléments sont correctement reportés en annexe du document d'urbanisme.



2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **Ue, 2AUe, A, Arb, Nco et Nrb** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « *équipements d'intérêt collectif et services publics* » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que « *les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

S'agissant des règles de hauteur des constructions

Nos ouvrages haute tension ou très haute tension présents sur ces zones pouvant largement dépasser les hauteurs spécifiées dans le règlement, nous vous demandons de préciser que :

« *La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.



S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que « *les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics* ».

3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés et « Haie à protéger »

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne électrique existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élagage et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque portée par des experts.

En outre, les lignes aériennes **400kV NO 1 et NO 2 CREYS - GRANDE-ILE** croisent une zone classée « Haie à protéger » au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme. Or, pour des raisons identiques à celles exposées précédemment, il nous semble que ce classement présente une incompatibilité avec la présence de nos lignes électriques, dont l'entretien nécessite régulièrement la réalisation de travaux de coupe et d'abattage.

Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et **que soient retranchés des Espaces Boisés Classés et des Haies à protéger les bandes suivantes :**

- **40 m** de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 400 000 volts.



Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération très distinguée.

**La Chef du Service
Concertation Environnement Tiers,**



Marie SEGALA

Annexes :

- Schéma/tableau pratique pour déclasser les EBC
- Protocole de téléchargement des données RTE sur l'Open data énergies
- Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

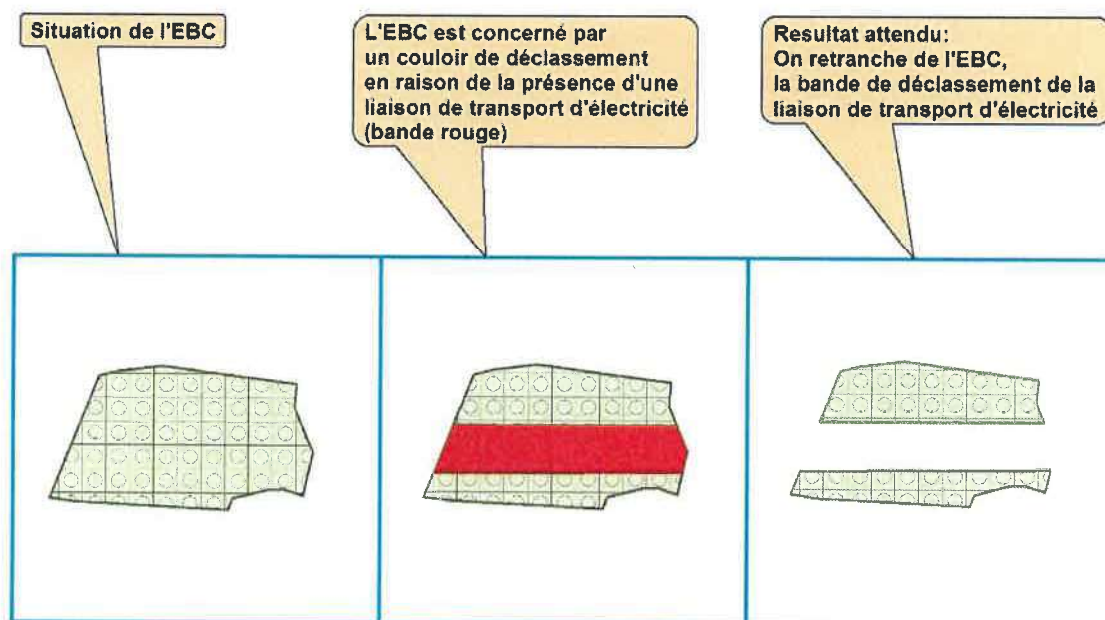
Copie : DDT de la Savoie ddt@savoie.gouv.fr

NOS RÉF. TER-ART-2023-73039-CAS-191576-V5F7M0

OBJET : **Annexe** – Schéma de déclassement
EBC – Modification N°2 du PLU de la
commune **Belmont-Tramonet**

Lyon le 26/12/2023

Une liaison de transport d'électricité se trouve à l'intérieur d'un EBC ?





TELECHARGEMENT DU RESEAU RTE AU FORMAT SIG SUR LE SITE DE L'OPEN DATA

Prérequis : un logiciel de SIG est nécessaire pour visualiser les données cartographiques du réseau RTE téléchargeables depuis l'Open Data de RTE.

Connectez-vous sur le site de l'Open Data de RTE
(<https://opendata.reseaux-energies.fr>)

Cliquez sur le menu « **Données** »



OPEN DATA RÉSEAUX ÉNERGIES

Données Analyses Cartes Glossaire

Bienvenue sur la plateforme Open Data Réseaux Énergies (ODRÉ)

Le plateforme Open Data Réseaux Énergies (ODRÉ) met à disposition des parties prenantes, des données autour des thématiques de "Production", de "Consommation" multi-énergies, de "Stockage", des "Territoires et Régions", des "Infrastructures", des "Marchés" et de "Météorologie". Ruite de l'expertise et du savoir-faire conjoints des partenaires.

La plateforme ODRÉ a vocation à s'enrichir avec de nouvelles données multi-énergies, multi-opérateurs et multi-réseaux mais également à s'élargir avec de nouveaux partenaires souhaitant partager une démarche de transparence et de pédagogie à l'égard des citoyens, des collectivités territoriales et des acteurs économiques, et contribuer ainsi à l'élaboration et l'évaluation des politiques énergétiques. Open Data Réseaux Énergies (ODRÉ) est le fruit de la collaboration de GRTgaz, RTE et Teréga qui ont été à l'origine de sa création. Il a depuis été rejoint par l'AFGNV et à présent par Weathernews France, Blangy, Storengy et Dunkerque LNG.

Par cette démarche, les partenaires de l'Open Data Réseaux Énergies visent à assurer la qualité, la continuité et l'exhaustivité des données fournies. Outre la présente plateforme, de nombreuses données "temps réel" sont facilement accessibles sur les sites Web ainsi que sur les applications mobiles (appelées ci-après) des partenaires.

Dans le menu de gauche « **Mot clé** », déroulez la liste en cliquant sur « **Plus** » puis sélectionnez « **INSPIRE** »



Filtres

Trouver un jeu de donnée

Vue

- Analyse 58
- Carte 18
- Vue personnalisée 2

Modifié

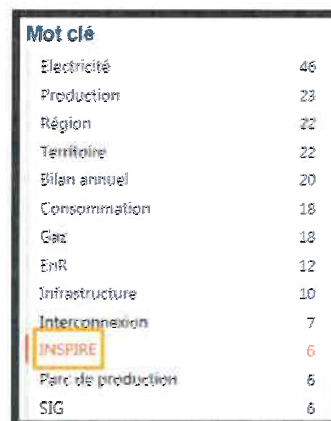
- 2017 2
- 2018 57

Producteur

- RTE 37
- GRTgaz 6
- GRTgaz, Teréga et RTE 6
- Teréga et Storengy 2
- Weathernews France 2
- AFGNV 1
- > Plus

Mot clé

- Electricité 46
- Production 23
- Région 22
- Territoire 22
- Bilan annuel 20
- Consommation 18
- Gaz 18
- EnR 12
- Infrastructure 10
- Interconnexion 7
- INSPIRE 6**
- Parc de production 6
- SIG 6



Mot clé

- Electricité 46
- Production 23
- Région 22
- Territoire 22
- Bilan annuel 20
- Consommation 18
- Gaz 18
- EnR 12
- Infrastructure 10
- Interconnexion 7
- INSPIRE 6**
- Parc de production 6
- SIG 6

Les 6 jeux de données téléchargeables s'affichent.

Cliquez sur le jeu de données que vous souhaitez télécharger (ici pour exemple, les lignes souterraines).

The screenshot displays a grid of six data cards for RTE datasets. Each card has a title, a brief description, the producer (RTE), the license (Licence Ouverte (Etalab)), and a set of tags (Electricité, INSPIRE, SIG, Infrastructure). To the right of each card are icons for various actions: Tableau, Carte, Analyse, Export, and API. The first card, 'Lignes souterraines RTE au 2 juin 2018', is highlighted with a yellow border.

Un nouvelle page s'affiche.

Prenez connaissance des informations écrites puis descendez en bas de la page.

Descendez jusqu'à la rubrique « *Pièces jointes* » puis cliquez sur le fichier *.zip* pour lancer le téléchargement

The screenshot shows the 'Pièces jointes' (Attachments) section of the data portal. It lists the file '20180602_RESEAU_ELECTRIQUE_SOUTERRAIN_INSPIRE.zip' with a download icon. Above this, there is a section for 'Suivre les mises à jour' (Follow updates) and a table showing the last update of the metadata and data on June 18, 2018.

Suivre les mises à jour	
En vous abonnant à ce jeu de données, vous pourrez recevoir des notifications par email de la part du producteur de ce jeu de données si des changements importants ont lieu.	
Dernier traitement	18 juin 2018 11:39 (métadonnées)
	18 juin 2018 11:39 (données)



Rte

Le réseau
de transport
d'électricité

**Prévenir
pour mieux
construire**

INFORMEZ RTE

**des projets de construction à proximité
des lignes électriques
à haute et très haute tension**

PRÉVENEZ RTE pour mieux instruire

Il est important que vous informiez RTE, Réseau de transport d'électricité, lors de toute demande d'autorisation d'urbanisme, et ce afin de vous assurer de la compatibilité de vos projets de construction avec la présence des ouvrages électriques existants.

C'est en effet au cas par cas que les distances de sécurité à respecter sont déterminées, selon diverses prescriptions réglementaires* et en fonction des caractéristiques des constructions.

Le saviez-vous ?

UNE COMMUNE SUR DEUX EST CONCERNÉE PAR UNE SERVITUDE I4**

ALORS, SI C'EST LE CAS DE VOTRE COMMUNE, CONTACTEZ-NOUS !

QUELS PROJETS DE CONSTRUCTION SONT CONCERNÉS ?

- Tous les projets situés à moins de 100 mètres d'un ouvrage électrique aérien ou souterrain de RTE.

QUELS SONT LES DOSSIERS CONCERNÉS ?

- Les instructions (permis de construire, certificat d'urbanisme...).
- Les « porter à connaissance » et les « projets d'arrêt » (Plan Local d'Urbanisme...).

Quels que soient les travaux effectués, la présence à proximité d'une ligne électrique haute et très haute tension est une contrainte à prendre en compte (réfection toiture, pose d'antenne, peinture, ravalement de façade, élagage...).

OÙ TROUVER L'IMPLANTATION DES OUVRAGES ÉLECTRIQUES RTE ?

- Sur le plan des servitudes I4 du plan d'urbanisme de la commune (PLU, cartes communales).

+ de 105 000 km

Dans le cadre de sa mission de service public, RTE, Réseau de transport d'électricité, exploite, maintient et développe le réseau électrique aérien et souterrain à haute et très haute tension.

de lignes en France pour assurer la solidarité entre les régions afin que chacun ait un accès économique, sûr et propre à l'énergie électrique.

* Arrêté interministériel du 17 mai 2001 et Code du travail.

** Servitude I4 : servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine.

CONTACTEZ RTE pour mieux construire

SI VOUS CONTACTEZ RTE...

LES GARANTIES

- Projet compatible :
 - début des travaux.
- Projet à adapter au stade du permis de construire :
 - début des travaux retardé, mais chantier serein et au final compatible.



SI VOUS NE CONTACTEZ PAS RTE...

LES RISQUES

- L'arrêt du chantier : modification nécessaire du projet même après la délivrance du permis de construire.
- L'accident pendant et après le chantier : construire trop près d'une ligne, c'est risquer l'électrocution par amorçage à proximité d'une ligne aérienne ou l'accrochage de la ligne souterraine avec un engin de chantier.
- La modification ou destruction d'une partie du bâtiment après construction.





Le réseau
de transport
d'électricité

EN RÉSUMÉ

DEMANDE
DE PERMIS DE
CONSTRUIRE

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



UNE SERVITUDE I4
EST-ELLE
PRÉSENTE SUR
LA ZONE DU
CHANTIER ÉTUDIÉ ?

SI OUI ALORS...



CONTACTEZ RTE !

POUR NOUS CONTACTER



www.rte-france.com



rte.france



@rte_france

**MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE
ROUTE DU VILLAGE
73330 BELMONT-TRAMONET**

*Dossier suivi par : Stéphane MARTINOTTI
Ligne directe : 04 76 37 75 30
Courriel : stephane.martinotti@ccvalguiers.fr*

Belmont-Tramonet, le 10 janvier 2024

Réf : PR/SM/2024_002

Objet : Modification n°2 du plan local d'urbanisme de Belmont-Tramonet ;

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous informer que le Bureau communautaire de la communauté de communes Val Guiers a émis un avis favorable à votre projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de votre commune.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes salutations les meilleures.

Le Président,
Paul REGALLET

**Val
Guiers**
Communauté de communes
SAVOIE



Président

Téléphone : 04 79 75 93 30
presidence@savoie.cci.fr

MAIRIE DE BELMONT-TRAMONET
Monsieur Nicolas VERGUET
680 route du Village
73330 BELMONT TRAMONET

Nos réf. : ACT-73S-2024-01_3841826
Objet : Modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet

Chambéry, le 04/01/2024

Monsieur le Maire,

Vous avez bien voulu nous transmettre, pour avis, le projet de modification n° 2 du PLU de Belmont-Tramonet, ce dont je vous remercie.

Après examen des pièces constitutives du dossier, ce projet de modification n'appelle pas de remarque particulière de notre part.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line.

Marc BEGGIORA



5 rue Sallteur CS 22416 - 73024 Chambéry cedex
T. 04 57 73 73 73 | www.savoie.cci.fr

Mairie de Belmont-Tramonet
A l'attention de Monsieur le Maire
680 Route du Village
7330 Belmont-Tramonet

Pôle Territoires
Dossier suivi par Thomas RIBIER – site de Saint-Baldoph
06 50 19 15 26
Réf : CL/TR/nb

ANNECY
Siège social
52 avenue des Îles
74994 ANNECY CEDEX 9
Tél : 04 50 88 18 01
Fax : 04 50 88 18 08

Saint-Baldoph, le 19 janvier 2024

SAINT BALDOPH
40 rue du Terraillet
73190 SAINT BALDOPH
Tél : 04 79 33 43 36
Fax : 04 79 33 92 53

Objet : Avis sur le projet de modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet

Monsieur le Maire,

Nous avons bien reçu votre projet de modification n°2 du P.L.U. pour avis et nous vous en remercions.

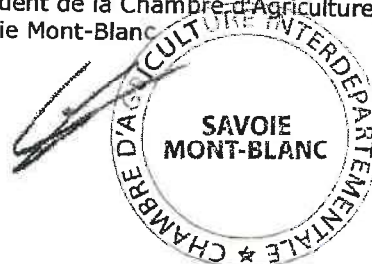
Suite à la perte pour Cholat de sa plateforme de stockage et d'expédition et à ses besoins de locaux modernisés, vous nous avez largement concerté pour déterminer quelle serait la meilleure solution en termes d'urbanisme.

Le déclassement de l'extension future de la zone d'activité en zone agricole nous a semblé être une bonne réponse à cette problématique, à la fois en termes de localisation et de limitation de la consommation foncière par les activités économiques alors que les surfaces de la zone d'activités actuelles ne sont pas toutes occupées.

A ce titre, nous sommes favorables à la modification proposée en rappelant que les dimensions du bâtiment devront être justifiées par les besoins de l'exploitation agricole en recherchant l'économie de foncier.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente, et vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, nos sincères salutations.

Cédric LABORET
Président de la Chambre d'Agriculture
Savoie Mont-Blanc



Mairie de BELMONT TRAMONET

De: OXNER Audrey <audrey.oxner@onf.fr>
Envoyé: lundi 18 décembre 2023 15:04
À: Mairie de BELMONT TRAMONET
Cc: CHARON Didier
Objet: RE: CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES / MODIFICATION 02 DU PLU / BELMONT-TRAMONET

Bonjour,

J'accuse réception de votre mail et vous informe que l'ONF n'a pas d'avis à formuler concernant votre demande étant donné qu'il n'y a pas de forêt relevant du régime forestier sur le territoire communal de Belmont Tramonet.

Cordialement,

Audrey OXNER

Chargée de gestion foncière
Agence Territoriale Savoie Mont Blanc - Service Forêt
17, Rue des Diables Bleus - CS 92628 - 73026 CHAMBERY Cedex
Tél : 06 16 62 53 21
www.onf.fr



De : Mairie de BELMONT TRAMONET <mairie@belmont-tramonet.fr>

Envoyé : lundi 18 décembre 2023 14:34

À : OXNER Audrey <audrey.oxner@onf.fr>; presidence@savoie.cci.fr; jean-marc.perrin@ccvalguiers.fr; paul.regallet@ccvalguiers.fr; stephane.martinotti@ccvalguiers.fr; 'Adeline Masbou' <adeline.masbou@avant-pays-savoyard.com>; ddt@savoie.gouv.fr; contact@smb.chambagri.fr; sigeo@wanadoo.fr; sigeo-sophie.guidoni@orange.fr; rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com; amenagement-sg-urbanisme@savoie.fr; valerie.mardon@savoie.fr; priscilla.ferrero@ormc.fr; auvergnerhonealpes@cnpf.fr; syndicat.thiers@siaep-thiers.fr; bsornicle@siaep-thiers.fr; accueil@sie-guiers-ainan.fr; laurent.neyton@sie-guiers-ainan.fr; 'Mairie Pont de Beauvoisin Savoie' <mairie.pont73@wanadoo.fr>; mairie.domessin@wanadoo.fr; mairie@saint-genix.fr; 'Mairie de Verel de Montbel' <mairie.verel.de.montbel@wanadoo.fr>; com.avressieux@wanadoo.fr; mairie@romagnieu.fr; mairie.domessin@orange.fr

Objet : CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES / MODIFICATION 02 DU PLU / BELMONT-TRAMONET

Bonjour

Vous trouverez en PJ le dossier de la modification n° 02 du PLU de la Commune de Belmont-Tramonet.

Nous vous remercions d'avance pour l'accusé réception que vous voudrez bien nous retourner ainsi que votre avis avant le 10 janvier 2024.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos cordiales salutations

Mairie de BELMONT TRAMONET

De: mairie romagnieu <mairie@romagnieu.fr>
Envoyé: vendredi 22 décembre 2023 17:57
À: Mairie de BELMONT TRAMONET
Objet: RE: CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES / MODIFICATION 02 DU PLU / BELMONT-TRAMONET

Bonjour,

J'accuse bonne réception de votre mail et je vous informe que Madame le Maire émet un avis favorable à la modification n°02 du PLU.

Bonne soirée.

Cordialement.

Aurélie au secrétariat

Mairie de Romagnieu
5 place la mairie
38480 ROMAGNIEU

De : Mairie de BELMONT TRAMONET <mairie@belmont-tramonet.fr>

Envoyé : lundi 18 décembre 2023 14:34

À : audrey.oxner@onf.fr; presidency@savoie.cci.fr; jean-marc.perrin@ccvalguiers.fr; paul.regallet@ccvalguiers.fr; stephane.martinotti@ccvalguiers.fr; 'Adeline Masbou' <adeline.masbou@avant-pays-savoyard.com>; ddt@savoie.gouv.fr; contact@smb.chambagri.fr; sigeo@wanadoo.fr; sigeo-sophie.guidoni@orange.fr; rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com; amenagement-sg-urbanisme@savoie.fr; valerie.mardon@savoie.fr; priscilla.ferrero@ormc.fr; auvergnerhonealpes@cnpf.fr; syndicat.thiers@siaep-thiers.fr; bsornicle@siaep-thiers.fr; accueil@sie-guiers-ainan.fr; laurent.neyton@sie-guiers-ainan.fr; 'Mairie Pont de Beauvoisin Savoie' <mairie.pont73@wanadoo.fr>; mairie.domessin@wanadoo.fr; mairie@saint-genix.fr; 'Mairie de Verel de Montbel' <mairie.verel.de.montbel@wanadoo.fr>; com.avressieux@wanadoo.fr; mairie romagnieu <mairie@romagnieu.fr>; mairie.domessin@orange.fr

Objet : CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES / MODIFICATION 02 DU PLU / BELMONT-TRAMONET

Bonjour

Vous trouverez en PJ le dossier de la modification n° 02 du PLU de la Commune de Belmont-Tramonet.

Nous vous remercions d'avance pour l'accusé réception que vous voudrez bien nous retourner ainsi que votre avis avant le 10 janvier 2024.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos cordiales salutations

Pour le Maire
Isabelle DESMONCEAUX
Secrétaire de Mairie
Tél : 04.76.32.80.00
mairie@belmont-tramonet.fr
www.belmont-tramonet.fr

Mairie de BELMONT TRAMONET

De: BORDILLON Antoine <Antoine.BORDILLON@aprr.fr>
Envoyé: mercredi 27 décembre 2023 15:21
À: mairie@belmont-tramonet.fr
Cc: SEGUY Cecile
Objet: Consultation AREA - Révision PLU Belmont Tramonet

Bonjour,

Dans le cadre de la modification du Plan Local d'Urbanisme de votre commune, je vous remercie sincèrement pour votre consultation du 18 décembre 2023 qui répond à notre souhait d'être associé aux procédures pouvant impacter notre domaine.

Après analyse, il s'avère que cette modification porte sur le reclassement d'une zone à urbaniser à vocation économique (2AUe), dite fermée en raison de la non ouverture à l'urbanisation de cette dernière dans les 6 ans de sa création, en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone. Il n'y aura pas d'impact concret sur le domaine autoroutier.

Restant à votre disposition.

Bien cordialement,

ANTOINE BORDILLON
Technicien Gestion Foncier
Tél. +33 (0)4 72 35 32 19 - Mobile +33 (0)6 07 10 43 86
antoine.bordillon@aprr.fr

GROUPE APRR - AREA
DGA-IC
22D Avenue Lionel Terray
69330 JONAGE
www.aprr.fr

Ce message et toutes les Pièces jointes (ci après : le message) sont établis à l'intention exclusive de ses destinataires et sont confidentiels.

Toute utilisation de ce message non conforme à sa destination, toute diffusion ou toute publication totale ou partielle est interdite sauf autorisation préalable.

Si vous recevez ce message par erreur, merci de le détruire et d'avertir immédiatement l'expéditeur.

Les communications sur Internet n'étant pas sécurisées, le Groupe APRR décline toute responsabilité quant au contenu de ce message.

This message and all attached documents (hereafter "the message") are intended for the exclusive attention of its recipients and are confidential.

Any use of this message, for which it was not intended, any distribution or any total or partial publication is prohibited unless previously approved.

If you receive this message in error, please destroy it and immediately notify the sender thereof.

Since communication by Internet is not secure, Group APRR cannot accept any responsibility regarding the contents of this message.



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
Départementale
des Territoires (DDT)

Bureau : SPAT/AAU

Chambéry, le

26 JAN. 2024

Affaire suivie par : Benjamin MORFIN
Fonction : chargé de mission territorial
Tél : 04 79 71 72 38
Mél : benjamin.morfin@savoie.gouv.fr

Le Préfet

à

Mairie de Belmont-Tramonet
680, route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET

Objet : Avis des services de l'État sur le projet de modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet

Par courrier en date du 19 décembre 2023, vous avez notifié aux services de l'État, conformément au code de l'urbanisme, le contenu prévisionnel du projet de modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet.

Je vous prie de trouver ci-dessous l'avis de synthèse des services de l'État sur ce projet.

1/ Remarques concernant les justifications

Bien que le dossier soit explicite concernant la nature du projet, celui-ci manque toutefois de clarté. En effet, un chapitre spécifique dédié aux justifications aurait été opportun. A ce titre, il conviendrait donc d'apporter des précisions sur les points suivants :

- expliciter les points positifs de l'objet de la modification sur la vie locale ;
- quantifier le besoin et le justifier (et notamment la pertinence de la création d'un nouveau bâtiment et du stationnement associé) ;
- préciser le devenir des bâtiments actuels situés en zone agricole.

2/ Observations

Pour garantir sa qualité architecturale et paysagère, le dossier de modification pourrait intégrer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dite sectorielle sur le périmètre du projet.

En effet, au sein du plan local d'urbanisme, les OAP expriment de manière qualitative les ambitions et la stratégie communale en termes d'aménagement.

Cette OAP pourrait ainsi cadrer l'emplacement et la volumétrie du futur bâtiment, du stationnement et des accès. Elle permettrait également de limiter l'artificialisation des sols et d'intégrer des éléments garantissant une bonne insertion paysagère.

Conclusion

L'avis de l'État est favorable. La prise en compte des recommandations ci-dessus contribuera à améliorer la qualité du dossier.

Le chef du service planification et
aménagement des territoires,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane VIALLET', is written over a horizontal line.

Stéphane VIALLET



Pôle aménagement
SECRETARIAT GENERAL

Service appui technique
Unité planification et aménagement
Hôtel du Département
CS 31802
73018 Chambéry CEDEX

Monsieur Nicolas VERGUET
Maire
MAIRIE DE BELMONT-TRAMONET
680 route du Village
73330 BELMONT-TRAMONET

Contact : Ombeline de BOUCLANS
☎ 04 79 96 75 12
✉ amenagement-sg-urbanisme@savoie.fr

Nos réf. : OdB/VM/PAD-SG/SAT/D/2023/409427

Monsieur le Maire,

En application des dispositions de l'article L153-40 du code de l'urbanisme, vous m'avez transmis pour avis, le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

Cette modification porte sur la suppression de la zone 2AUe et son reclassement en zone A, en lien avec un projet d'aménagement de la pépinière Cholat.

Après avoir pris connaissance des documents et eu égard aux compétences du Département, je vous informe que la procédure engagée ne suscite pas de remarque particulière de ma part.

Concernant le projet d'aménagement de la pépinière, l'accès aux futurs locaux devra être validé par le Département et pourra faire l'objet d'un aménagement de la RD aux frais de l'aménageur.

J'émet donc un avis favorable sur l'arrêt du projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

#signature1#

Pour le Président
Par :

Eva Signé par : Eva ALAGAR

Dir Date : 21/12/2023 einte de l'aménagement
Qualité : Directrice Générale Adjointe Aménagement

Copie pour information à :

Corine WOLFF – Conseillère départementale

Gilbert GUIGUE - Conseiller départemental

Philippe PUYS – Responsable SG/ MTD des 2 Lacs

Mathieu CAILLARD - SG/ MTD des 2 Lacs



Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale sur la modification n°2 du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune de Belmont-Tramonet
(73)**

Avis n° 2023-ARA-AC-3292

Avis conforme délibéré le 4 janvier 2024

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré le 4 janvier 2024 sous la coordination de Jean-Pierre Lestoille, en application de sa décision du 12 septembre 2023 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Igedd modifié par l'article 5 du décret n° 2023-504 du 22 juin 2023, Jean-Pierre Lestoille attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis conforme.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable »

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret no 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021, 2 juin 2021, 19 juillet 2021, 24 mars 2022, 5 mai 2022, 9 février 2023, 4 avril 2023 et 19 juillet 2023 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2023-ARA-AC-3292, présentée le 17 novembre 2023 par la commune de Belmont-Tramonet (73), relative à la modification n°2 de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 22/11/2023 ;

Vu de la contribution la direction départementale des territoires de Savoie en date du 22/12/2023 ;

Considérant que le projet de modification n°2 a pour objet de reclasser une zone 2AUe d'une surface de 5,98 ha dédiée à l'extension de la zone d'activité de Val Guiers en zone agricole A;

Considérant que la présente modification n'apparaît pas susceptible de générer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Belmont-Tramonet (73) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Belmont-Tramonet (73) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-
Alpes et par délégation, son membre

Jean-Pierre
LESTOILLE jean-
pierre.lestoille

Signature numérique de
Jean-Pierre LESTOILLE
jean-pierre.lestoille
Date : 2024.01.04 08:50:55
+01'00'

Jean-Pierre Lestoille

ANNEXE 5

Procès-verbal de synthèse Observations de Monsieur le Maire

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Code de l'environnement (article R123-18)

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA MODIFICATION N°02 DU PLU COMMUNE DE BELMONT TRAMONET




Références:

Arrêté de Monsieur le Maire de la Commune de Belmont Tramonet N° 01-12/2023 du 26.12.2023.
Décision N° E23000197/38 du président du Tribunal administratif du 06/12/2023.

Déroulement de l'enquête :

L'enquête s'est déroulée sans problème.

Permanences tenues en mairie de Belmont Tramonet:



-  Vendredi 02 février 2024 de 14h00 à 17h00,
-  Lundi 12 février 2024 de 14h00 à 17h00,
-  Samedi 2 mars 2024 de 14h00 à 17h00.

Durant les trois permanences :

Trois personnes sont venues consulter les documents, s'informer sur le projet et demander des précisions.

Inscriptions sur le registre :

Deux observations ont été portées.

-  Mr Paul REGALLET, Président de La Communauté de Communes Val Guiers écrit *qu'après étude du dossier, la création de l'OAP ne lui paraît pas utile. La construction et les aménagements nécessaires à la poursuite de l'activité agricole dans une zone actuellement agricole de plusieurs hectares ne le justifie pas.*
-  "Madame Marie ALFONSI indique que les pépinières CHOLAT attendent avec impatience de pouvoir cultiver les plantes de demain. Il est impératif d'avancer rapidement sur ce projet car les plantes de demain se cultivent aujourd'hui.

Courrier PPA:

 Courriers RTE du 04.10.2.24:

- ✓ Dans un courrier adressé le 04.01.2024 à la Mairie de Belmont Tramonet, Madame Marie SEGALA, Chef de Service Concertation Environnement Tiers rappelle entre autres la liste des servitudes liées aux implantations RTE.

*"Les "lignes aériennes 400 KV N)1 et N°2 CREYS -GRAND-ILE croisent une zone "haie à protéger". Aussi le classement présente une incompatibilité avec la présence des lignes électriques...que le règlement intègre les servitudes et demande que sur les documents graphiques le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantions d'ouvrages et que **soient retranchés des Espaces Boisés Classés (EBC) et les haies à protéger les bandes suivantes** : 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 400 000 Volts.*

- ✓ Dans un autre courrier à mon attention le 05.02.2024 madame SEGALA m'indique : la modification N°02 n'intègre pas les recommandations et prescriptions formulés par RTE :
 - Déclassement selon une emprise de "haie à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme sous les lignes 400 kv N°01 et N° 02 CREYS-GRANDE -ILE,
 - Intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages de réseau public de transport d'électricité.

📁 Avis favorable avec recommandations de Monsieur Stéphane VIALLET, Chef de Service planification et Aménagement des Territoires :

Il conviendrait :

- D'expliciter les points positifs de l'objet de la modification sur la vie locale,
- Quantifier le besoin et le justifier (et notamment la pertinence de la création d'un nouveau bâtiment et du stationnement associé),
- Préciser le devenir des bâtiments actuels en zone agricole.

Aussi, pour garantir sa qualité architecturale et paysagère, le dossier pourrait intégrer une orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

📁 Avis favorable avec réserves de Monsieur Guy DUMOLLARD, Président du Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (SMAPS).

- Réserve : Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dite sectorielle devra être définie sur le secteur afin d'encadrer la localisation, la surface et le volume des bâtiments et l'imperméabilisation du site, et de limiter l'artificialisation des sols.
- Observations à prendre en compte : Des justificatifs devront être apportés notamment sur l'intérêt public du projet et le choix de la localisation du projet.

Je vous demande de m'adresser sous 15 jours vos observations éventuelles, au regard de chacun des thèmes que je vous communique, conformément aux stipulations de l'article R 123-18 du Code de l'environnement.

Brison Saint Innocent le 04 mars 2024

Daniel JULLIAN
Commissaire Enquêteur

Monsieur le Maire
Commune d'e Belmont Tramonet



Commune / C.C.A.S.

Le Maire de Belmont-Tramonet

à

Monsieur Daniel JULLIAN
Commissaire Enquêteur

AFFAIRE : enquête publique réalisée du 2 février 2024 au 2 mars 2024 inclus
Modification N° 2 du PLU de BELMONT-TRAMONET

MEMOIRE EN REPONSE

Observations portées au procès-verbal de synthèse de Monsieur le commissaire enquêteur

- **Inscriptions au registre**

Les deux observations sont favorables au projet de modification n° 2 du PLU et approuvées par la commune, notamment la réponse de Monsieur REGALLET, président de la Communauté de Communes Val Guiers portant sur une OAP pour le projet de l'entreprise (avis DDT et SCOT de l'APS) dont la création ne lui paraît pas utile ni justifiée dans une zone agricole de plusieurs hectares où les aménagements sont nécessaires au fonctionnement de l'activité.

- **Courriers PPA**

- RTE du 04.01.2024

La commune entend l'avis de RTE qui sera pris en compte lors d'une révision générale du document d'urbanisme. De plus, pour la présente modification qui porte uniquement sur le reclassement de la zone 2AUe en zone A, le périmètre n'est pas concerné par un EBC, ni par des haies à protéger au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme.

- Avis de la DDT du 26 janvier 2024 et du SMAPS du 31 janvier 2024

Conformément et suite à une réunion préparatoire, rencontre positive réalisée en mairie le 25 juillet 2023, pour expliquer le projet en présence des représentants de la chambre d'agriculture, de la Direction Départementale des Territoires, de la Communauté de Communes Val Guiers dont son président, (le représentant du SCOT excusé) et du cabinet d'étude VERDI en charge de l'élaboration du dossier de modification du PLU pour le compte de la commune, les points positifs et justificatifs divers approuvant le bienfondé du projet ont été précisés et détaillés à la notice de présentation transmise pour avis aux personnes publiques associées, et jointe au dossier d'enquête publique.

MAIRIE

680, Route du Village

73330 BELMONT-TRAMONET

Tél. 04 76 32 80 00

Courriel : mairie@belmont-tramonet.fr
Site Internet : www.belmont-tramonet.fr

Notamment sur les points suivants :

- . Le contexte actuel et communal précisant la caducité prochaine de la zone 2AUe, l'occupation actuelle du sol par l'activité agricole historiquement implantée par Les Pépinières Cholat, et cette activité existante également sur les terres contiguës classées en zone A.
- . Les objectifs qui motivent le projet, l'optimisation des flux, l'amélioration des conditions de travail et de production, la préservation de la qualité de vie du hameau...
- . Les apports générés par le projet notamment par la réduction des nuisances et risques...

Une OAP n'est pas jugée nécessaire sur les parcelles concernées par le projet de l'entreprise. Le terrain est déjà contraint, d'une part par la ligne RTE de 400 000 Volts et d'autre part par le fuseau du LYON-TURIN, avec toutes ces incertitudes qui impactent notre territoire et son développement depuis maintenant 30 ans.

Il est important que l'activité agricole puisse se développer sur cette zone avec l'ensemble des aménagements sans contrainte supplémentaire. De plus, le terrain agricole alentour autorise les installations diverses liées aux besoins de l'activité.

L'entreprise doit sous peu libérer du foncier qu'elle occupe actuellement en location temporaire en zone Ue. Cette solution récente et provisoire mais non pérenne avait permis de réduire les nuisances avérées et signalées par les habitants et usagers du hameau de Tramonet, où la circulation était devenue, avec le temps et l'activité exponentielle de l'entreprise, de plus en plus difficile et importante avec de nombreux poids lourds fréquentant journalièrement le site des Pépinières Cholat devenu trop exigu et voies communales y accédant inadaptées aux flux générés par cette activité.

En conséquence, il convient de solutionner rapidement les besoins d'installations logistiques et d'aménagements nécessaires à la bonne gestion de l'entreprise et par répercussion à la bonne gestion de la vie locale du hameau de Tramonet.

La solution projetée permettra un bien meilleur transit routier, avec un accès au futur site par les voies départementale et communale adaptées.

A Belmont-Tramonet, le 5 mars 2024

Le Maire,

Nicolas VERGUET

